

**CIRCULAIRE DU 11 FÉVRIER 1982**

(DCRF/C/82-1)

Objet : Application de la loi du 26 mars 1930  
réprimant les fausses indications  
d'origine.

LE DIRECTEUR DE LA CONSOMMATION  
ET DE LA REPRESSION DES FRAUDES

à

MM. LES CHEFS DES SERVICES REGIONAUX ET  
DEPARTEMENTAUX, DES BRIGADES NATIONALES  
MM. LES DIRECTEURS DES LABORATOIRES D'ETAT

Sous Couvert de MM. LES PREFETS

Un certain nombre de cas récents d'utilisation de fausses indications d'origine - marques françaises ou évoquant une origine française sur des huiles d'olive ou de noix importées, nom patronymique français apposé sur des articles de table fabriqués en extrême-orient, vente de marchandises importées dans des boutiques à l'enseigne de produits régionaux, le tout bien entendu sans rectificatif d'origine - m'amènent à souligner l'intérêt que présente la loi du 26 mars 1930 pour lutter contre ce type de concurrence tout à fait déloyale à l'égard des produits français.

Bien entendu, à titre liminaire, il y a lieu de rappeler les différentes dispositions législatives existantes destinées à réprimer les fausses indications d'origine.

La loi du 28 juillet 1824 relative aux altérations ou suppositions de noms sur les produits fabriqués, sanctionne quiconque aura, soit apposé, soit fait apparaître sur un produit le nom d'un lieu autre que celui de sa fabrication

La loi du 1er août 1905 sur les fraudes et falsifications en matière de produits ou de services réprime bien entendu la tromperie sur l'origine de toute marchandise ;

L'article 8 de la loi du 6 mai 1919 relative à la protection des appellations d'origine punit celui qui aura apposé ou fait apparaître sur des produits naturels ou fabriqués, des appellations d'origine qu'il savait inexactes

La loi du 24 juin 1928 relative à la protection des numéros et signes quelconques servant à identifier les marchandises interdit de supprimer, masquer, altérer ou modifier les signes de toute nature destinés à identifier les marchandises, y compris les indications d'origine ;

L'article 422-1 du code pénal (article 28 de la loi du 31 décembre 1964 relative aux marques de fabrique, de commerce ou de services), dans son deuxième alinéa, incrimine l'usage d'une marque déposée portant des indications propres à tromper l'acheteur sur l'origine de l'objet désigné ;

L'article 44-1 de la loi du 27 décembre 1973 d'orientation du commerce et de l'artisanat vise toute publicité comportant des allégations, indications ou présentations fausses ou de nature à induire en erreur lorsque celle-ci porte notamment sur l'origine.

La loi du 26 mars 1930 réprimant les fausses indications d'origine des marchandises, dont l'incrimination est la plus large possible, mérite quant à elle des développements plus approfondis. L'article 1er de ce texte concerne toute inscription de nature à faire croire, si les produits sont étrangers, qu'ils ont été fabriqués en France ou qu'ils sont d'origine française, et, d'une manière plus générale, qu'ils ont une origine différente de leur véritable origine française ou étrangère. L'inscription peut être une marque de fabrique ou de commerce, un nom, un signe ou une indication quelconque. Elle peut figurer sur les produits eux-mêmes, sur les emballages, caisses, ballots, enveloppes, bandes, étiquettes, etc... Cette énumération n'est pas limitative, l'article 2 de la loi prévoit même que le délit puisse être commis par des annonces, brochures, circulaires, prospectus ou affiches, par la production de factures ou de certificats d'origine mensongers, par une affirmation verbale ou par tout autre moyen.

La particularité de la loi du 26 mars 1930 est qu'elle considère, allant en cela plus loin que la plupart des autres textes précédemment cités, que la fausse indication d'origine puisse être constituée par l'inscription d'une marque de fabrique ou de commerce ou d'un nom français sur un produit étranger.

La circulaire n° 95 du 2 juin 1930 aux agents du Service de la Répression des Fraudes commentait le troisième alinéa de l'article 1er qui édicte qu'en ce qui concerne les produits français, la raison sociale, le nom et l'adresse du vendeur ne constituent pas nécessairement une indication d'origine, par ces mots : "il faut admettre, à contrario, que l'apposition d'une marque de commerce ou d'une raison sociale française sur un produit étranger est de nature à faire croire à l'origine française de ce produit".

C'est bien contre cette pratique que voulait lutter le législateur de 1930 ; il suffit pour s'en convaincre de se reporter aux travaux parlementaires. Monsieur ROUSTAN, rapporteur de la commission du Sénat chargé d'examiner la proposition de loi cite d'ailleurs un arrêt du 7 juillet 1911, dont il ne fournit pas les références, aux termes duquel "l'apposition sur des produits fabriqués à l'étranger du nom d'un fabricant résidant en France doit être considérée dans tous les cas, comme une indication de fausse origine". Il illustre son propos par l'exemple suivant : "un grand magasin de Paris reçoit des crayons fabriqués en Allemagne ; il n'a le droit de leur donner sa marque que s'il l'accompagne de l'indication de la véritable origine en termes manifestement apparents". L'alinéa 2 de l'article 1er de la loi considère en effet que la confusion est levée "lorsque le produit porte, en caractères manifestement apparents, l'indication de la véritable origine".

Je vous serais obligé de bien vouloir accorder une attention toute particulière à l'application de la loi du 26 mars 1930 en exigeant, à l'égard des produits importés portant un nom, une marque ou une raison sociale française, l'indication du pays d'origine, chaque fois que ce nom, cette marque, cette raison sociale laissent croire à l'origine française du produit.

En effet, compte tenu de l'importance attachée par le consommateur à l'origine d'une marchandise, certaines entreprises peuvent être tentées de faire passer des produits importés de pays à moindres coûts de production pour des produits français, en les commercialisant sous leur marque ou leur raison sociale, sans aucun rectificatif.

Votre vigilance devra s'exercer à l'égard de toute les marchandises, produits industriels bien entendu, mais également denrées alimentaires.

La loi du 26 mars 1930 n'est effectivement pas en contradiction avec les dispositions du décret du 12 octobre 1972 dont l'article 3, troisièmement, exige la mention du pays d'origine de la marchandise au cas où son omission serait susceptible de créer une confusion sur l'origine réelle de celle-ci, disposition existant également dans la directive 79/116/CEE du 18 décembre 1978 concernant l'étiquetage. L'apposition du nom et de l'adresse du conditionneur ou du vendeur sur un produit importé peut, à cet égard, laisser croire, dans certaines circonstances, à l'origine française du produit.

Il vous appartiendra d'appeler l'attention des intéressés sur les obligations qui découlent pour eux de la loi du 26 mars 1930. Je vous rappelle que le rectificatif d'origine doit être constitué par la mention "importé de..." suivi du nom du pays d'origine ou toute autre mention équivalente telle que "fabriqué en ...", "Made in ...". Le terme "importé" sans autre précision n'est pas prévu par la loi du 26 mars 1930 qui exige, en cas de confusion, que le produit porte l'indication de sa véritable origine. Il ne saurait être admis que dans des cas exceptionnels, où il serait impossible de faire figurer une origine précise compte tenu par exemple de la diversité des approvisionnements.

Bien entendu, si la détermination de l'origine ne pose aucun problème dans le cas des marchandises entièrement obtenues dans un pays déterminé sans apport de produits importés d'autres pays, il conviendra, en ce qui concerne les marchandises dans la fabrication desquelles sont intervenues successivement des entreprises établies dans des pays différents, de s'appuyer sur le règlement N° 802/68 du Conseil des Communautés Européennes du 27 juin 1968 relatif à la définition commune de la notion d'origine des marchandises.

Aux termes de l'article 5 de ce règlement, une marchandise dans la production de laquelle sont intervenus deux ou plusieurs pays est originaire du pays où a eu lieu la dernière transformation ou ouvrage substantielle, économiquement justifiée, effectuée dans une entreprise équipée à cet effet et ayant abouti à la fabrication d'un produit nouveau ou représentant un stade de fabrication important.

Toutefois, l'article 6 précise que la transformation ou ouvrage pour laquelle il est établi, ou pour laquelle les faits constatés justifient la présomption, qu'elle a eu pour seul objet de tourner les dispositions applicables, dans la Communauté ou les Etats membres, aux marchandises de pays déterminés, ne peut en aucun cas être considérée comme conférant, au titre de l'article 5, aux marchandises ainsi obtenues l'origine du pays où elle est effectuée.

Le Directeur de la Consommation  
et de la Répression des Fraudes

  
Ch. CASTANG